

Ponctions sur salaires et licenciement de grévistes

Sit-in demain des intendants

Page 4



Conférence du consensus national TAJ et le Front El-Moustakbal adhèrent

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3430 - Dimanche 7 décembre 2014 - Prix : 10 DA

Face à la chute des cours du pétrole

Hanoune appelle à des mesures «pratiques»

Page 4



Coopération algéro-française

Des dossiers en suspens renvoyés à 2015

Lire page 3

Les droits de l'homme et l'Occident

Par Nazim Rochd

Les Etats-Unis et la France interdisent aux Sahraouis de bénéficier d'une protection contre les exactions des troupes du Makhzen marocain. Leur veto à l'ONU fait que la Minurso soit la seule du genre à ne pas être investie de la tâche d'observer la situation des droits de l'homme au Sahara occidental. Ce 26 juin 2014, les Etats-Unis, la France et l'Allemagne, ont voté contre une résolution du Conseil des droits de l'Homme onusien, déposé par l'Équateur et l'Afrique du Sud, qui vise l'élaboration de normes internationales contraignantes, en matière de respect par les multinationales des droits humains. La résolution a quand même été adoptée par 20 votes pour, 14 contre et 13 abstentions. Elle a été élaborée à la demande de 500 organisations ou mouvements sociaux, à travers le monde et elle est soutenue par 85 pays. Selon Brid Brennan et Gonzalo Berron, du Transnational Institute, «depuis des décennies, de nombreuses populations à travers le monde subissent des violations systématiques et persistantes des droits de l'homme et des crimes économiques et écologiques du fait des activités des grandes entreprises transnationales, sans aucun moyen d'obtenir justice». L'Occident n'en a cure. Il est inutile de citer la Palestine, pour conforter la preuve du mépris absolu du droit qu'il affiche.

Suite en page 3

Reportage

«Nous sommes en détresse mais nous refusons d'être rapatriés»

Plongée au cœur d'un camp de réfugiés nigériens

Lire page 2



Ph > Meriem B./J. A.



Secteurs opérationnels de la 4^e Région militaire

Gaïd Salah sur le terrain

Page 24

Prévu pour l'année prochaine

Cheb Khaled annonce un prochain album

Page 13

Reportage

«Nous sommes en détresse mais nous refusons d'être rapatriés»

Plongée au cœur d'un camp de réfugiés nigériens

■ La situation de ces personnes ayant fui la famine et la misère dans leur pays est plus qu'alarmante, surtout en cette période de pluie et de grand froid. L'Algérie est devenue une terre d'accueil et d'asile. Une situation exceptionnelle. Réguler ce flux de migrants qui traversent, à leurs risques et périls, une frontière de près de mille kilomètres n'est en aucun cas une tâche anodine...

Phs/Meriem. B./J.A.



Reportage réalisé à Guelma par Meriem Benchaouia

C'est aux portes du chef-lieu de la wilaya de Guelma plus exactement sur un terrain vague à proximité de la station de taxis et de bus inter-wilayas à la sortie nord de la ville sur la route d'Annaba, que 300 familles nigériennes ont trouvé refuge dans un camp d'infortune qui symbolise à lui seul cette effroyable réalité. Surpeuplement, promiscuité, les conditions de vie sont intolérables. Les Nigériens, pour ne parler que d'eux, puisque nous les avons approchés, ont monté des tentes et se sont créés une espèce de quartier où manquent les conditions les plus élémentaires de la vie. C'est une véritable descente aux enfers pour les adultes mais, notamment pour les enfants dont certains sont nés dans ces lieux maudits. Des tentes s'étendent à perte de vue : le camp se déploie au cœur de la ville, sous un ciel sans nuages. C'est à la fois un camp, une ville, un microcosme, qui possède son organisation propre. Les distributions de nourritures et de vêtements sont assurées par la générosité des habitants.

La scène est bouleversante, ce sont les regards hagards qui nous touchent le plus, ceux des personnes qui viennent chercher une main tendue... C'est un regard qui en dit long sur le drame humain... Ils ont tout perdu, tout laissé derrière eux et ils ont risqué leur vie et celle de leurs familles. Et de l'autre côté, vous avez ces nombreux enfants, pieds nus pour la majorité d'entre eux avec, sur leur visage, un sourire, qui ont encore cette énergie... du désespoir.

Et ça, ça vous redonne de l'espoir. On peut encore faire quelque chose, tout n'est pas perdu !

Un drame humanitaire aux portes de la ville

Ainsi, femmes, enfants, jeunes et moins jeunes partent toute la journée pour mendier. De nationalité nigérienne, les locataires de ce camp sont tous originaires de la région de Zinder, très peu d'entre eux parlent un rudiment d'arabe ou quelques mots en français. «On a fui la misère. Ce n'est pas la guerre qui nous a poussés à émigrer mais le manque de nourriture», nous a précisé Mohamed Smail, porte-parole de ces réfugiés. A une question sur le choix de l'Algérie, notre interlocuteur explique : «Le peuple algérien est très généreux, ce sont des musulmans comme nous donc ils sont forcément sensibles à notre détresse.» «Cela fait quelques mois que je suis à Guelma. Nous sommes venus tous en voiture ou en camion. Nous avons fui la famine, la mal vie», explique-t-il. «Nous sommes arrivés aux frontières à bord d'un véhicule et puis nous avons franchi la frontière à Tamanrasset sans difficultés. Le voyage nous a coûté 3 millions de francs CFA, c'est la somme que nous avons donnée au passeur», a indiqué Smail. Son compatriote, Ali, âgé de 20 ans, originaire lui aussi de Zinder, est venu seul, ses parents sont restés au Niger. Il émet un vœu : «Je souhaite trouver du travail pour subvenir à mes besoins et pour pouvoir aider ma famille restée là-bas.» Sur le plan sanitaire, la situation est catastrophique. A l'intérieur du camp, des centaines de familles vivent, dans des conditions

déplorables. Certes, l'état de santé des réfugiés est correct mais l'hygiène laisse à désirer et l'insalubrité est à pointer du doigt, faute au manque d'accès aux commodités essentielles. Quant aux autorités locales, il semble selon les témoignages des uns et des autres, qu'aucune mesure n'a été prise pour assister ces réfugiés. «Nous sommes



livrés à nous-mêmes. Aujourd'hui c'est la population de Guelma qui nous prend en charge», affirme Mohamed Smail.

«Les habitants de Guelma sont généreux»

La nuit commence à tomber sur le camp, il est presque 19 h 30 et ceux qui sont partis mendier commencent à arriver. Des femmes, des jeunes et des enfants se sont transformés en mendiants et appellent les gens à la sadaka, «Sadaka» cadeau du bon Dieu nous a expliqué Mohamed Smail. Des femmes avec bébés et enfants pieds nus, s'affichent dans les rues pour demander l'aumône. Approchés, les migrants affirment qu'ils sortent en famille pour éviter d'être

contrôlés par les services de sécurité. «Nous évitons de circuler seuls pour ne pas attirer l'attention des policiers, c'est pour cela que les plus jeunes se font accompagner par leurs parents» précise le chef du camp. Un homme accompagné de ses deux petits enfants se désole de ne pas pouvoir prétendre à un travail puisqu'ils sont en situation clandestine. Même son de cloche chez les autres jeunes du camp ; «on veut juste travailler». «On refuse de nous embaucher parce que nous n'avons pas de papiers et nous sommes en situation irrégulière», se plaint un jeune. Selon les témoignages recueillis sur place, la générosité de la population locale se traduit, chaque jour par des dons de nourriture et de vêtements. Le camp est bien organisé. «Tous les dons sont collectés et distribués à parts égales, de même pour les revenus de la mendicité. Chaque famille bénéficie d'une partie égale des dons», à encore expliqué Mohamed Smail

«Nous sommes en détresse mais nous refusons d'être rapatriés»

Alors que l'Algérie s'est dit prête à rapatrier les migrants nigériens entrés illégalement sur son territoire et ce, à la demande du Niger, ces derniers refusent catégoriquement de quitter le sol algérien. Certes, leur détresse est immense, mais ils refusent

d'être rapatriés dans un pays où la misère fait encore rage. «Rien n'a été réglé pour nos concitoyens là-bas ! Le manque de tout est quasi permanent, alors comment voulez-vous qu'on y retourne», nous lance une femme en haoussa, la langue nationale du Niger. Toutes ces familles, femmes et enfants, lesquelles, malgré la barrière de la langue, ont réussi à s'attirer la sympathie de la population, s'accordent à dire qu'ils sont bien en Algérie. «Ici, au moins, nous mangeons à notre faim, les Algériens sont très généreux avec nous. Retourner au Niger veut dire enlever à nos enfants tout espoir d'une vie meilleure.» L'Algérie ne rapatriera pas «par la force» les migrants africains vivant illégalement sur son terri-

toire, avait indiqué, il y a quelques jours, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Tayeb Belaïz. «Les usages et traditions de l'Algérie ne lui permettent pas de rapatrier ces déplacés (africains) par la force», avait-il dit. Sur cette question, Belaïz a précisé que «la majorité des déplacés africains en Algérie sont des Nigériens et il a été convenu du rapatriement de ces derniers à la demande du gouvernement de leur pays». Pour ce faire, le ministre rassure que son «gouvernement a pris plusieurs mesures en vue d'assurer le rapatriement des déplacés nigériens» et ce, en créant des centres d'accueil dans plusieurs régions du pays, lesquels réunissent toutes les commodités.

Halima, 7 ans : «Je souhaite juste aller à l'école»

Avec ses grands yeux marbrés, son sourire angélique et son foulard sur la tête, Halima 7 ans nous parle de son rêve d'aller à l'école. «Je veux juste me réveiller de ce cauchemar, aller à l'école, voir mes amis et vivre à nouveau normalement. Je désire apprendre à lire et à écrire», nous déclare Halima avec le sourire. Comme Halima, des centaines d'enfants ont hâte de retrouver les bancs de l'école, de chahuter à la récréation et de faire des devoirs. «Nous, les réfugiés, nous ne disposons pas des mêmes droits: nous ne pouvons, ni travailler ni étudier. Je crains vraiment que mon fils reste coincé ici, dans ce camp, sans véritable vie et sans avenir professionnel. Rien n'est plus important que l'enseignement, mais j'ai bien peur de ne pas pouvoir en faire profiter mes enfants...», se désole une maman de deux garçons. En dépit des promesses du ministère de la Solidarité quant à la scolarité, les enfants de réfugiés subsahariens continuent à être privés d'enseignement.

«Les enfants de réfugiés africains qui se trouvent actuellement en Algérie seront actuellement dans des écoles algériennes, au même titre que les enfants syriens qui, fuyant la guerre, sont actuellement accueillis par l'Algérie», avait annoncé le ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition féminine, Mounia Meslem. Mais, dans les faits, rien de tout cela n'a été concrétisé, du moins à Guelma. Selon le ministre, ces enfants ne seraient pas livrés à eux-mêmes et pourtant nombre d'entre eux font les rues avec leurs parents. Ces derniers, se trouvant dans une situation de précarité absolue, n'ont de solution que de se livrer à la mendicité pour survivre.

M. B.

Coopération algéro-française

Des dossiers en suspens renvoyés à 2015

■ Les relations algéro-françaises commencent à connaître des avancées, notamment dans le domaine économique, même s'il reste encore du chemin à parcourir dans ce créneau, sachant que plusieurs dossiers restent en suspens et d'autres renvoyés à 2015.

Par Nacera Chennafi

Le deuxième comité intergouvernemental de haut niveau entre l'Algérie et la France, tenu jeudi dernier à Paris, sous la présidence du Premier ministre, Abdelmalek Sellal et son homologue français Manuel Valls n'a pas tranché sur tous les dossiers qui restent en suspens entre les deux pays notamment, la question des archives et d'autres qui ont été renvoyés pour 2015.

La question des archives reste l'un des points sensibles dans les relations algéro-françaises. A ce propos, les deux parties ont noté les progrès accomplis par le groupe de travail sur les archives et souhaité le développement de la coopération technique en la matière et la poursuite du dialogue sur cette importante problématique. Pour rappel, le ministre actuel des Moudjahidine avait déclaré récemment qu'il ne faut pas s'attendre à ce que la France remette des archives qui la condamnent sur ses crimes coloniaux en Algérie.

Pour ce qui est des dossiers des biens immobiliers des pieds-noirs en Algérie, il est indiqué que des difficultés auxquelles font face certains ressortissants français demeurés en Algérie après l'indépendance, et propriétaires légaux de biens immobiliers, dans l'exercice de leur droit de propriété, ainsi que par ailleurs, des ressortissants français qui souhaiteraient pouvoir en acquérir légalement, à l'instar des citoyens algériens, des logements qu'ils occupent de longue date, les deux parties ont pris note avec satisfaction des progrès accomplis par le groupe de travail sur les biens



immobiliers et le chargé d'intensifier leurs efforts, afin de trouver des solutions satisfaisantes dans le cadre de la législation algérienne en vigueur.

Concernant des conventions bilatérales d'exequatur, d'entraide et d'extradition judiciaires, les deux parties se sont félicitées des avancées notables réalisées au cours des précédentes sessions de négociations. Les deux parties ont convenu de se revoir au début de l'année 2015 à Paris pour discuter des derniers points laissés en suspens.

D'autres dossiers viennent d'être relancés, il s'agit notamment de l'indemnisation des victimes algériennes des essais nucléaires français au Sahara et la facilitation de la circulation des personnes entre les deux pays.

Pour l'indemnisation des victimes algériennes des essais nucléaires français au Sahara, il a été convenu que le groupe de

travail mixte pour échanger sur les conditions de présentation des dossiers d'indemnisation par les victimes algériennes des essais nucléaires français au Sahara ou leur ayants droit, se réunira avant la fin du premier trimestre 2015.

A ce propos, il est attendu au cours du premier trimestre 2015, la tenue d'une réunion des deux correspondants respectifs du ministère français de la Défense et du ministère algérien des Moudjahidine, «afin de faciliter la recherche et l'échange d'informations pouvant permettre la localisation des sépultures de disparus algériens et français de la guerre d'indépendance» de l'Algérie.

S'agissant de la circulation des personnes, l'Algérie et la France se sont engagées à examiner un accord sur la facilitation de la circulation des personnes entre les deux pays et à intensifier le dialogue en la matière

«dans le but d'apporter des solutions précises aux difficultés concrètes que rencontrent encore leurs ressortissants». Pour les conventions bilatérales d'exequatur, d'entraide et d'extradition judiciaires, les deux parties se sont félicitées des «avancées notables» réalisées au cours des précédentes sessions de négociations. Une rencontre est prévue au début de l'année 2015 à Paris pour discuter des derniers points en suspens.

Par ailleurs, l'Algérie et la France ont souligné la nécessité de poursuivre les réunions annuelles du groupe d'experts sur les déplacements illicites d'enfants issus de couples mixtes et l'exercice des droits de visite transfrontaliers, et ont confirmé la tenue, en janvier 2015, de la prochaine réunion du groupe de travail mixte.

N. C.

Conférence du consensus national

TAJ et le Front El-Moustakbal adhèrent

Le projet du FFS consistant en la tenue d'une conférence du consensus national continue de faire adhérer les partis politiques, exceptés ceux de l'opposition qui ne l'ont pas approuvée.

Après le FLN, le RND, le MPA qui ont exprimé leur adhésion à l'initiative du Front des forces socialistes (FFS) pour la tenue d'une conférence de consensus national, le Front El-Moustakbal et Tajamoue Amal El-Djazair (TAJ) ont salué hier l'initiative du parti. «Nous saluons l'initiative du FFS que nous estimons positive», a indiqué le président du Front El-Moustakbal, Abdelaziz Belaid dans une déclaration à la presse à l'issue d'une rencontre de concertation avec le président du TAJ, Amar Ghoul. Il a en outre qualifié sa rencontre avec Ghoul d'ouverte, formant le vœu qu'elle puisse contribuer à l'édification d'une Algérie forte, à travers la conjugaison des efforts des partis, de la société civile et du pouvoir, qui doivent être parties prenantes à tout dialogue ou action politique. De son côté, Ghoul a déclaré avoir évoqué, lors cette rencontre, l'action du FFS qu'il a qualifiée d'«initiative nationale visant à rassembler tous les Algériens et à réaliser

l'entente». Il a aussi affirmé que celle-ci «mérite davantage d'encouragement et de motivation», ajoutant que son parti et le Front El-Moustakbal veilleront à son suivi, à travers leur action commune. Par ailleurs, Ghoul a souligné que l'Algérie était confrontée aujourd'hui à plusieurs défis politiques, économiques et sociaux qui doivent être relevés avec abnégation et à travers la conjugaison de tous les efforts. La rencontre a abouti à la constitution de trois commissions politique, économique et sociale, a précisé M. Ghoul, indiquant qu'il «a été convenu d'élargir cette initiative à d'autres partis, pour l'édification d'une Algérie forte et stable». Dans le cadre des consultations sur l'initiative du FLN, il est à rappeler que le secrétaire général du FLN, Amar Saadani, avait rencontré le 21 octobre dernier, Mohand Amokrane Cherifi, membre de l'instance présidentielle du FFS, en prévision de la tenue de la «Conférence du consensus national», à laquelle a appelé ce dernier. Saadani a déclaré lors de cette rencontre que son parti était prêt à aborder toutes les questions, avant de souligner que le programme de son parti «se rapproche» de celui du FFS. «Nous appelons aujourd'hui

au dialogue et à la participation de tous au sein du gouvernement pour assurer un changement de l'intérieur», a-t-il affirmé. Il a précisé que son parti partageait les positions du FFS, un fait, a-t-il dit, qui n'est pas né du hasard, car il s'agit d'un prolongement de l'histoire d'autant que le fondateur de ce parti est l'un des artisans de la guerre de Libération. Le président du Front de la justice et du développement (FJD), Abdellah Djaballah a affirmé vendredi à Alger que son parti «n'est pas convaincu» de l'initiative du Front des forces socialistes (FFS) pour la tenue d'une conférence du consensus national. De son côté, Djaballah déclare que «le FFS voulait que son initiative pour la tenue de la conférence du consensus soit au cœur de notre rencontre et nous avons clairement signifié notre désintérêt».

Pour Djaballah, «la responsabilité du changement n'incombe pas uniquement à un ou plusieurs partis, mais plutôt au peuple», appelant l'élite, l'opposition et les médias à jouer leur rôle de sensibilisation quant à cette question.

Yazid M.

POINT D'ORDRE

Les droits de l'homme et l'Occident

suite de la page Une

Il n'est pas, de même question, de mettre en lumière l'état des droits de l'homme dans les pays qui le constituent. Tant en matière de violations des libertés et de violences policières qu'en termes d'atteintes à la liberté d'expression, grâce au monopole exercé par le grand capital sur les médias ou par l'exercice d'une surveillance du courrier des citoyens. Ceci, sans préjudice du rôle central des lobbies dans les prises de décision politiques et économiques, en infraction flagrante des principes démocratiques, censés régir le mode de la gouvernance sur la base du choix du peuple souverain. Ce n'est pas pour rien, à ce propos, qu'en juin 2013 l'Equateur a proposé 23 millions de dollars par an à Washington, destinés à améliorer la situation des droits de l'homme dans la société étatsunienne. Ajoutons que Washington n'a signé aucun des traités interaméricains de protection des droits de l'homme, ni la Convention américaine des droits de l'homme. Devant une telle réalité, comment permettre que la souveraineté nationale soit ouvertement bafouée par l'Union européenne, quand ce n'est pas la sécurité du pays qui est menacée, qui déverse des centaines de milliers d'euros pour recruter, implanter et payer des réseaux d'activistes agissant sous ses ordres et son contrôle ? Comment se soumettre à une telle arrogance quand le même délit est criminalisé en Europe, quand on sait ce que les droitsdelhommes ont commis en Libye, en Syrie, en Ukraine et dans tous les pays sur lesquels la prédation a jeté son dévolu ? La réponse est certainement impossible à dire. Heureusement pour l'Algérie que les Algériens, malgré l'existence de supplétifs prêts à l'emploi, savent l'importance vitale de s'occuper par eux-mêmes de leurs problèmes.

N. R.

Ponctions sur salaires et licenciement de grévistes

Sit-in demain des intendants

■ Le ministère de l'Education a procédé à des ponctions sur salaires et à des licenciements de plusieurs intendants grévistes. Ces derniers comptent protester demain à travers un rassemblement national.

Par Yasmine Ayadi

En signe de protestation contre les ponctions sur salaires décidées à leur rencontre ainsi que le licenciement de plusieurs grévistes, les intendants de l'Education observent demain un rassemblement au niveau national. D'après Mustapha Nouaouria, président du comité national des intendants de l'éducation, affilié à l'Union nationale des personnels de l'éducation et de la formation (Unpef), la ministre de l'Education a procédé officiellement au licenciement des grévistes. Devant cette décision «arbitraire», l'Unpef exprime son étonnement et sa surprise quant à l'attitude des directions de l'éducation dans certaines wilayas qui ont procédé au licenciement. Il s'agit des directions d'Alger Est, Mostaganem et

Mascara qui ont mis en application les menaces de la ministre. En grève depuis septembre dernier, les intendants ont paralysé les administrations de milliers d'écoles à l'échelle nationale. L'Unpef déplore le licenciement de 22 fonctionnaires du service économique par la direction de l'éducation d'Alger Est, 20 intendants à Mostaganem ainsi que 7 à Mascara. Le syndicat qualifie les décisions de la tutelle de graves et d'illégales et souligne que les employés grévistes étaient présents sur les lieux de travail depuis le commencement de la grève, une chose qui ne donne pas droit à des ponctions sur salaires, ajoute la même source. C'est pourquoi l'Unpef annonce une action en justice contre la tutelle. En plus du recours à la justice, des rassemblements sont prévus en signe de protestation contre les décisions de la tutelle. Pour les protestataires, il est injuste et grave de priver les intendants d'un mois entier de salaire pour avoir débrayé. L'Unpef indiquera par ailleurs que l'attitude de la tutelle aggrave la situation et annonce un nouveau mouvement de colère «de 16 000 intendants qui pro-



testeront prochainement contre les conditions de travail». Cette corporation exprime en effet sa détermination à faire valoir son cahier revendicatif, malgré la pression et le mépris affichés par la tutelle. En termes de doléances socioprofession-

nelles, les protestataires réclament la participation au concours d'accès au grade d'inspecteur financier, l'indemnisation de l'encadrement des examens scolaires et la correction, et la révision du statut particulier. Il est également revendiqué l'actuali-

sation de la décision ministérielle 91/829 portant sur les prérogatives des intendants, la promotion au grade de vice-intendant des agents comptables qui ont accompli 10 ans de service et l'institution du poste d'intendant formateur. **Y.A.**

Forêt de la Corne d'or à Tipasa

Les agresseurs des visiteurs neutralisés

Les éléments de la Gendarmerie nationale ont mis dernièrement hors d'état de nuire une bande de malfaiteurs qui s'en prenaient aux visiteurs de la forêt, située sur la route du village touristique de la Corne d'or de Tipasa, apprend-on hier du chargé de la communication auprès du groupement de wilaya de ce corps sécuritaire. L'unité d'intervention et de la sécurité de la brigade de la Gendarmerie nationale a procédé mercredi dernier à l'arrestation d'une bande constituée de trois malfaiteurs, dont une femme, suite à un appel reçu sur le numéro vert 1055, informant qu'un individu a été victime d'une agression, en compagnie de son épouse, au cours d'une visite touristique dans cette région, a expliqué le commandant Maghzili Boubekeur dans un point de presse animé à l'occasion. Les membres de cette bande de malfaiteurs (âgés entre 26 et 35 ans) sont impliqués dans quatre affaires d'agression à l'arme blanche enregistrées durant les mois d'octobre et décembre, au niveau du même site touristique. Les prévenus, originaires des villes de Koléa et Douaouda, seront présentés aujourd'hui devant le procureur de la République territorialement compétent, sous le chef d'inculpation de «constitution d'une bande de malfaiteurs et vol sous la menace d'une arme blanche», a-t-il signalé. Des armes blanches de différents calibres, six téléphones portables et certains objets volés ont été récupérés à l'issue de cette opération, a ajouté le commandant Maghzili. **APS**

Le 3^e forum des droits de l'homme s'est ouvert hier à Béjaïa

«Lancer le débat sur les défis de l'amélioration des droits de l'homme»

Le 3^e forum des droits de l'homme s'est ouvert hier au Centre de droits de l'homme (CDDH) à Béjaïa. Saïd Salhi, vice-président de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme, dira d'emblée, devant une assistance constituée de mouvements associatifs, intellectuels, journalistes, militants des droits de l'homme, société civile, etc., que «l'Algérie vit une situation de statu quo et de blocage à tous les niveaux, notamment sur le plan des droits humains». Il déclarera : «Au moment où le gouvernement a promis des réformes politiques pour améliorer la situation des libertés et des droits dans notre pays, à travers le changement de tout l'édifice juridique touchant à la vie politique de notre pays, y compris la Constitution, nous avons eu droit à des lois répressives, scélérates et régressives». Il a cité la loi sur les associations, le code d'information, l'avant-projet du code du travail, le code électoral et les changements apportés au code pénal. Il évoquera le projet de révision constitution-

nel qui a été soumis, en juillet dernier, à la consultation avec la société civile et les partis politiques. Le vice-président de la LADDH reviendra sur les différentes émeutes que connaît perpétuellement le pays. Des émeutes parfois violentes, rappelant le défilé organisé par la police dans la capitale pour exprimer le malaise socio-économiques et politique qui a gagné le pays et relever «les carences en matière de protection des droits de l'homme». Selon lui, «la situation n'est pas rassurante, le citoyen manque de perspective et le niveau de corruption reste très élevé. Conséquence : le climat n'est pas pour rassurer sur l'avenir du pays». Il a estimé que «l'étouffement de la société finit par provoquer l'irréparable». Ce forum coïncide avec la célébration 66^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme. «Cette date anniversaire constitue un rendez-vous important de la LADDH et de la société civile pour capter l'intérêt de l'opinion publique, mais aussi des autorités

sur la situation des droits de l'Homme dans notre pays», souligne-t-il. «Il verra une forte participation nationale, régionale et internationale, sera une rétrospective et une tribune de débats sur les grands défis visant l'amélioration des droits de l'homme et un moment pour interpeller les autorités du pays sur la nécessité de prendre au sérieux la demande citoyenne sur le plan socio-économique et politique», dira, pour sa part, le président du bureau de la LADDH de Béjaïa, Hocine Boumedjane. Ce dernier a plaidé pour la refondation de la Constitution afin de arriver à un niveau élevé de démocratie, de liberté et de respect des droits de l'homme. A noter que la LADDH de Béjaïa a invité à cette rencontre la CISP, une ONG italienne partenaire avec la LADDH depuis 2006, Amnesty international, la LADH, des syndicats tels que le CLA, l'UGTA, le Cnapest, le Snapap, l'Association des journalistes de Béjaïa et les associations estudiantines RAJ, AAI, ITRAN, etc.

Hocine Cherfa

Face à la chute des cours du pétrole

Hanoune appelle à des mesures «pratiques»

La Secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), Louisa Hanoune, a affirmé samedi à Alger que «l'Algérie pourrait être touchée par les incidences de la chute des cours du pétrole» appelant à des mesures «immédiates et pratiques» face à cette situation. M^{me} Hanoune a précisé à l'ouverture de la session ordinaire de la réunion de la commission des travailleurs du PT que la baisse du prix du baril de pétrole «impacte les économies des pays exportateurs y compris l'Algérie qui doit prendre des mesures pratiques et immédiates afin de faire face à cette situation».

Elle a souligné dans ce sens la nécessaire réduction du volume des importations affirmant que la crise du régime capitaliste «détruit les pays et les nations, d'où la nécessité d'un débat sérieux et serein loin de toute surenchère en vue de faire face à cette situa-

tion». M^{me} Hanoune s'est dit convaincue quant à la possibilité de surmonter cette crise au regard des moyens dont dispose l'Algérie, notamment les réserves de change, le fonds de régulation des recettes et les nouvelles découvertes de pétrole et de gaz, outre les potentialités gigantesques que recèle le pays en gaz de schiste.

La secrétaire générale du PT a affirmé que les enveloppes allouées par l'Etat «sont à même de permettre à l'économie nationale de se diriger vers la pérennité et de créer la richesse et l'emploi».

M^{me} Hanoune a préconisé l'encouragement de la production nationale, la mise en place d'une taxe sur la richesse et la révision de l'accord d'association signé avec l'Union européenne et qui «coûte au pays des pertes estimées à 1,4 milliard d'euros par an». Elle a souligné la nécessité de combattre les activi-

tés «parasitaires», de mettre fin aux «projets fictifs» et de lutter contre la corruption. Revenant sur l'importance que son parti accorde à la réforme politique, M^{me} Hanoune a préconisé une réforme qui éliminerait toutes les pratiques illégales ainsi que tous les facteurs de déliquescence.

Selon elle, la réforme doit favoriser un véritable renouveau politique qui donnerait naissance à des institutions crédibles dont les décisions sont «transparentes et indépendantes».

La réforme politique reste étroitement liée à la lutte contre la corruption, a considéré la responsable estimant que les propositions de sa formation permettaient de faire face à la nouvelle conjoncture et à rétablir la confiance entre le citoyen et ses institutions et d'asseoir les bases pour l'édification de la deuxième République. **Faten D./APS**

Algérie- Egypte

L'énergie réchauffe les relations

■ Les deux parties ont convenu de renforcer le partenariat entre les deux pays dans le domaine de la prospection et de l'exploration du pétrole à travers la création d'une joint-venture sur la base d'une coopération en matière de raffinage de pétrole.



Ph/E. Soraya/J. A.

Par Tarek L.

Le ministre de l'Énergie, Youcef Yousfi, s'est entretenu avec son homologue égyptien, Cherif Ismail, du renforcement de la coopération bilatérale dans le domaine de l'énergie dans le cadre de l'application des décisions de la 7^e session de la Grande commission mixte tenue en octobre dernier au Caire, sous la co-présidence du Premier ministre Abdelmalek Sellal, et son homologue Ibrahim Mahleb.

La rencontre qui s'est déroulée jeudi a porté sur un accord

entre les entreprises des deux pays visant à approvisionner le marché égyptien en gaz naturel liquéfié algérien (GNL), a affirmé l'ambassadeur d'Algérie au Caire, et son représentant permanent auprès de la Ligue arabe, Nadhir Larbaoui. Les deux parties ont convenu également de renforcer le partenariat entre les deux pays dans le domaine de la prospection et de l'exploration du pétrole à travers la création d'une joint-venture sur la base d'une coopération en matière de raffinage de pétrole entre les entreprises des deux pays et l'échange d'expériences

dans le domaine de l'exploration du gaz et du pétrole de schiste. Dans un communiqué publié jeudi, le ministère égyptien du Pétrole et des Ressources minérales a annoncé la conclusion d'un accord entre les sociétés EGAS et Sonatrach pour approvisionner l'Égypte en gaz naturel liquéfié à partir d'avril jusqu'en septembre 2015. L'Algérie et l'Égypte avaient convenu, lors de la réunion en octobre dernier de la Grande commission mixte au Caire sous la co-présidence du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, et son homologue, Ibrahim Mahleb, de poursuivre

les entretiens entre les sociétés EGAS et Sonatrach sur l'approvisionnement du marché égyptien en GNL algérien à travers les visites échangées en prévision d'un accord à cet effet et en fonction des capacités de Sonatrach. Concernant la création d'une joint-venture de prospection et d'exploration, la commission a souligné la nécessité de redynamiser les mécanismes retenus dans le cadre du mémorandum d'entente signé entre les deux pays en date du 26 septembre 2012 notamment dans son volet relatif à la création d'une société algéro-égyptienne de prospection, d'exploration et de production du pétrole brut et du gaz dans les deux pays et à l'étranger.

La commission a invité d'autre part, la compagnie Sonatrach et l'organisme égyptien public de pétrole à définir les mesures à prendre dans ce sens. Au volet coopération en matière de raffinage de pétrole, la commission a indiqué dans son procès-verbal, la poursuite des discussions et contacts en cours sur le raffinage du Sahara Blend algérien pour définir les opportunités de coopération et de partenariat à partir d'une étude réalisée par la société Midor.

Par ailleurs, des ministres du Pétrole d'Algérie, d'Égypte des Emirats arabes unis et du Koweït, avaient rencontré également le Premier ministre égyptien, Ibrahim Mahleb.

Youcef Yousfi s'était rendu

mercredi dernier au Caire pour une visite officielle de deux jours en Égypte à l'invitation de son homologue, Cherif Ismail.

Dopées par l'emploi américain et l'Allemagne Rebond des Bourses européennes

LES BOURSES européennes ont fortement rebondi vendredi, profitant de la publication de bons chiffres de l'emploi aux Etats-Unis et des commandes à l'industrie en Allemagne et oubliant la déception liée à la BCE de la veille. L'économie des Etats-Unis a généré en novembre les plus fortes créations d'emplois depuis presque trois ans (321 000 nouveaux emplois) et le taux de chômage est demeuré inchangé (5,8%), au plus bas depuis six ans, selon les chiffres publiés vendredi par le département du Travail. Selon les analystes, ces chiffres, avec des niveaux plus atteints depuis trois ans, ont validé l'idée que la croissance américaine continue graduellement à s'améliorer.

L'Eurostoxx 50 qui regroupe les principales valeurs de la zone euro, a gagné 2,70%. La Bourse de Londres a terminé en nette hausse de 0,95%. A la clôture, l'indice FTSE-100 a grimpé de 63,47 points à 6 742,84 points. A Paris, l'indice CAC 40 a pris 95,59 points, repassant au-dessus de la barre symbolique des 4 400 points pour finir à 4 419,48 points, dans un volume d'échanges de 3,97 milliards d'euros. Les valeurs bancaires sont reparties de l'avant. L'indice Dax de la Bourse de Francfort a gagné 2,39%, le propulsant à un niveau plus haut en clôture, à 10 087,12 points. Le MDax des valeurs moyennes a gagné 1,27% à 17 183,95 points. La Bourse de Madrid a pris 2,64% à 10 900,7 points. La Bourse de Milan a terminé en hausse de 3,41% à 20 087 points. Toutefois, l'annonce de la suspension du mégaprojet de gazoduc South Stream a fait plongé certains titres de groupes énergétiques. La Bourse suisse est repartie à la hausse, le SMI clôturant sur une progression 1,04% à 9 212,85 points. La Bourse de Lisbonne a terminé en hausse de 1,86% à 5 261,33 points. La Bourse de Bruxelles a nettement progressé avec un gain de 2,06% à 3 335,69 points. L'indice AEX des principales valeurs de la Bourse d'Amsterdam a clôturé en hausse de 1,74% à 431,06 points. R. E.

Algérie-France

Volonté de hisser le partenariat économique

L'Algérie et la France ont souligné, à l'issue de la 2^e session du Comité intergouvernemental de haut niveau (CIHN), tenue jeudi à Paris, leur volonté de hisser le niveau du partenariat économique et industriel entre les deux pays et réaffirmé leur volonté commune d'approfondir leur dialogue politique au plus haut niveau. «Les deux parties ont souligné leur volonté de hisser le partenariat économique et

industriel entre la France et l'Algérie au niveau d'excellence de leurs relations politiques et se sont félicités de la réussite de la deuxième session du Comité mixte économique franco-algérien (Comefa) tenue à Oran le 10 novembre 2014, à l'occasion de l'inauguration de l'usine Renault Algérie Production», selon le communiqué conjoint rendu public à l'issue de la 2^e session du CIHN. Les deux parties ont

également réaffirmé leur volonté commune d'approfondir leur dialogue politique «au plus haut niveau» et souligné leur appréciation pour «la qualité et la régularité des rencontres entre les deux gouvernements». Elles ont, en outre, pris note «avec satisfaction» de la première session du dialogue stratégique qui s'est tenue au niveau des secrétaires généraux des ministères des Affaires étrangères le 16 octobre

dernier. Cette session à laquelle ont pris part un certain nombre de membres des deux gouvernements, a permis de dresser un bilan des progrès effectués dans la feuille de route bilatérale retenue lors de la première session du 16 décembre 2013 à Alger et de «fixer de nouveaux objectifs ambitieux» dans l'ensemble des volets de la relation bilatérale, est-il mentionné dans le document. R. E.

Pétrole

Les prix du brut poursuivent leur baisse

Les cours du pétrole baissent vendredi en fin d'échanges européens, plombés par un raffermissement du dollar et la baisse des prix officiels du pétrole de l'Arabie Saoudite. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier valait 69,01 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 60 cents par rapport à la clôture de jeudi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de

«light sweet crude» (WTI) pour la même échéance perdait 94 cents, à 65,87 dollars. L'Arabie Saoudite a réduit jeudi ses prix de ventes officiels de pétrole brut pour les exportations vers l'Asie et les Etats-Unis. «Les prix du brut 'Saudi Light' destiné à l'Asie a été réduit de 1,90 dollars le baril, c'est un plus bas depuis plusieurs années», soulignait Olivier Jakob de Petromatrix. «Le prix du brut dit 'Arab Medium' pour exportation vers les Etats-Unis a été baissé de

40 cents, alors que les prix du pétrole destiné à l'Europe ont augmenté», a ajouté Jakob. Les prix du pétrole ont chuté brusquement après la réunion des pays exportateurs de pétrole (Opep) la semaine dernière, l'organisation ayant décidé de ne pas changer ses objectifs de production (30 millions de barils par jour). Les cours du pétrole avaient ainsi atteint début décembre leurs plus bas niveaux depuis 2009, à New York comme

à Londres, quelques jours après la réunion, à 63,72 dollars pour le WTI et 67,53 dollars pour le Brent. Le prix de l'or noir subissait également le renchérissement du dollar, qui a atteint vendredi des sommets depuis mi-août 2012 face à l'euro et fin juillet 2007 face au yen. La hausse du billet vert décourage les investisseurs munis d'autres devises d'effectuer des achats de pétrole, libellés en dollar et donc rendus plus onéreux.

Ouargla

Une délégation ministérielle pour relancer les projets

■ La délégation a effectué hier une tournée dans la daïra frontalière d'El-Borma.

Par Khelil D. /APS

La prise en charge des attentes du citoyen de la wilaya de Ouargla est au centre des préoccupations des pouvoirs publics, a affirmé, vendredi à Ouargla, le directeur général chargé des collectivités locales, au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, Nacer Belkacem. S'exprimant en marge d'une visite de terrain d'une délégation centrale où sont représentés divers secteurs d'activités (Emploi, Travail et Sécurité sociale, Habitat et Urbanisme, Energie et Ressources en eau), M. Belkacem a indiqué que cette visite vient «en application des instructions du ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales et vise à renforcer les efforts déployés localement pour la prise en charge des doléances socio-économiques des populations locales et en réponse à leurs attentes comme toute légitimes». La délégation ministérielle a amorcé sa tournée par le lancement, dans la commune d'Ain-Beida, d'un projet de route dédoublée de 3,5 km sur la RN-



49, de la sortie sud de cette commune vers celle voisine de Sidi-Khouiled, d'un coût de 94 millions DA. Le projet de bande verte sur 162 km entre Ouargla et Touggourt, portant sur la plantation de 20 000 palmiers de variétés diverses et de 81 000 oliviers, pour un coût de 1,9 milliard DA, a été l'autre point de visite de la délégation avant de se rendre dans la commune d'El-Hedjira où il a été procédé à la remise de 100 titres d'attribution de lots de terrain à bâtir dans le cadre de l'habitat rural. La dél-

gation a visité, en outre, un projet de 52 logements sociaux prévus dans la nouvelle ville d'El-Hedjira et concernant lesquels le wali de Ouargla a affirmé que les clefs ne seront remises à leurs bénéficiaires qu'une fois achevés leur raccordement aux divers réseaux. Dans la commune de Hassi-Messaoud d'amples informations ont été fournies aux membres de la délégation sur le projet de route reliant cette collectivité à la commune de Robbah (wilaya d'El-Oued), et dont une tranche de 60 km se

trouvant sur le territoire de la wilaya de Ouargla a été achevée, en attendant le lancement, début janvier prochain, d'une deuxième de 40 km. Toujours dans la commune de Hassi-Messaoud, la délégation s'est enquis du projet de route de contournement de Haoud El-Hamra sur 11,5 km, pour un coût de près de 800 millions DA, avant de visiter le projet d'extension de l'hôpital de Hassi-Messaoud pour lequel a été consacré un financement de 382 millions DA sur le programme de développement des régions du Sud. Le projet en question, réalisé à 80%, comporte divers pavillons, dont un pour les urgences, une maternité et une aile d'hospitalisation, en plus de 18 logements de fonction et un château d'eau de 60 m³. La délégation devait effectuer hier une tournée similaire dans la daïra frontalière d'El-Borma, à 400 km à l'est de Ouargla.

Kh. D. /APS

A.M.

Ain Témouchent Les travailleurs des forêts protestent

LES TRAVAILLEURS du secteur des forêts de la wilaya d'Ain Témouchent ont observé, jeudi à la Conservation des forêts, un sit-in de solidarité avec leur collègue décédé à Tébessa. Selon le secrétaire de la section syndicale, Madoui Aissa, ce sit-in dénonce l'acte criminel dont a été victime le défunt Guettiche Salah pendant l'exercice de ses fonctions, de la part de braconniers qui mettent en danger le patrimoine forestier et animal. Les protestataires ont demandé la réhabilitation de la fonction de police judiciaire du forestier pour sauvegarder ce patrimoine.

A.B.

Un budget pour la modernisation du réseau routier

Une enveloppe de 513 millions DA a été réservée pour la modernisation du réseau routier de la wilaya de Ouargla, a-t-on appris des services de wilaya.

Ce montant a été retenu dans le cadre du budget primitif de la wilaya de Ouargla de l'année 2015, pour la réalisation de plusieurs axes routiers, dont celui reliant le village de Debbiche, dans la commune de N'goussa, à la RN-5 sur une distance de 20 km dotés de signalisation.

Le programme concerne aussi la réhabilitation d'un tronçon du chemin de wilaya CW-206 traversant la localité de Chott, dans la commune de Ain-Beida, et ce, sur un linéaire de 2 km, selon la même source. Il sera procédé, par ailleurs, à l'achèvement de l'opération de dédoublement du

CW-305 reliant la RN-3 à la commune de Sidi Slimane, dans la daïra de Mégarine, sur 3 km ainsi que de l'étude de réalisation concernant le dédoublement de la route entre l'aéroport de Sidi-Mahdi (Touggourt) et la RN-16.

Ces opérations entrent dans le cadre des efforts visant la modernisation et le développement des réseaux routiers à travers la wilaya qui a enregistré, ces dernières années, une avancée dans la réalisation de dédoublement de routes et l'extension du réseau routier. Le réseau routier de la wilaya de Ouargla atteint les 2 500 km, constitués de 1 500 km de routes nationales, de plus de 400 km de chemins de wilaya et de près de 600 km de routes communales, selon les services de la wilaya.

B.S.

Chlef

Le taux de couverture en électricité s'améliore

Un total de 129 transformateurs électriques, réalisés pour une enveloppe de 600 millions de DA, sont entrés en exploitation durant cette année dans la wilaya de Chlef où le taux de couverture en électricité est de 79,49%, contre un taux de raccordement de 31,83% au réseau de gaz naturel, un taux appelé à atteindre les 53% à l'horizon 2017, après la concrétisation de nombreux projets programmés, a-t-on appris jeudi auprès du directeur de l'Entreprise de distribution d'électricité et de gaz de la wilaya. «L'opération visant l'amélioration et la pérennisation des prestations de l'entreprise se

poursuivra en 2015 avec la mise en service attendue de 163 autres transformateurs, pour une dotation financière de 1 462 millions de DA», a indiqué Mohamed Djouadi, soulignant que des efforts sont actuellement consentis en vue de trouver «au plus vite» des assiettes foncières pour la «réalisation de ces transformateurs dans les délais».

Entre 2015 et 2017, l'entreprise lancera un programme de réalisation de transformateurs de haute tension (30 à 60 kwt) pour une enveloppe globale de 3 500 millions de DA.

Nadir T.

Constantine

Opération de collecte des déchets ménagers

Une opération de mise en place de 125 bacs à ordures enfouis, pour la collecte des déchets solides ménagers, vient d'être lancée dans la ville de Constantine.

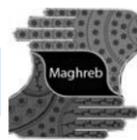
Le responsable de l'entreprise retenue pour la réalisation de ce projet, Smail Rebiai, a indiqué que ces nouveaux bacs, conçus pour un volume de 5 m³, seront installés, dans un premier temps, dans 62 endroits recensés en tant que «points noirs», avant la généralisation de l'opération à tous les quartiers de la ville.

Ce procédé comporte un système de fermeture automatique

hermétique qui se déclenche à chaque déversement de déchets par les citoyens.

De son côté, le président de l'Association locale de protection de la nature et de l'environnement (APNE), Abdelmadjid Sebih, qui mène actuellement une campagne de sensibilisation à l'importance écologique de ces bacs, a considéré que cette méthode de collecte est «de nature à débarrasser, peu à peu, l'agglomération constantinoise du spectacle des ordures débordant des bacs traditionnels».

Nawel O.



Sahara occidental

La situation des droits de l'homme en question

■ Les intervenants ont rappelé que toutes les violations des droits de l'homme au Sahara occidental ont été rapportées et documentées par la plupart des organisations internationales, qui ont réaffirmé le droit légitime des prisonniers à un procès équitable.

Par Moncef B./APS

Des associations et comités sahraouis activant dans le domaine des droits de l'homme ont organisé mardi une conférence de presse au siège de l'Association marocaine des droits de l'homme (AMDH), à Rabat, sur la situation des droits de l'homme des militants sahraouis, des conditions carcérales des prisonniers politiques sahraouis dans les prisons marocaines et la répression marocaines contre les civils.

La conférence a été assistée par l'Association des victimes de violations flagrantes commises par l'Etat marocain (ASVDH), du Comité des défenseurs sahraouis des droits de l'homme (CODESA), du Comité des familles des prisonniers politiques sahraouis (groupe Gdeim

Izik), les élus de la commune française d'Ivry sur Seine, des journalistes étrangers et un représentant de Human Rights Watch.

Intervenant à l'ouverture de cette conférence, M^{me} Claude Mangin, épouse du prisonnier politique sahraoui, Naama Asfari, s'est dite préoccupée par la situation des droits de l'homme au Sahara occidental et des mauvais traitements dont elle a été l'objet en compagnie de la délégation des élus ivryens de la part des autorités marocaines, l'empêchant de visiter les prisonniers politiques sahraouis, dont son mari et Mbarek Daoudi en grève de la faim depuis plus d'un mois. D'autres intervenants ont passé en revue la répression marocaine dans les territoires occupés du Sahara occidental, l'état de siège imposé au territo-



PH. : DR

re depuis son occupation illégale par le Maroc et le non-respect des droits de liberté de réunion et de manifestation pacifique.

Ils ont également dénoncé les lourdes peines contre les prisonniers politiques sahraouis, le mur marocain de la honte qui divise le Sahara occidental et son peuple en deux parties et le pillage des ressources naturelles du Sahara occidental.

Les intervenants ont rappelé que toutes les violations des droits de l'homme au Sahara occidental ont été rapportées et documentées par la plupart des

organisations internationales, qui ont réaffirmé le droit légitime des prisonniers à un procès équitable.

Enfin, M^{me} Asfari a rappelé avoir déposé des plaintes au nom de son mari auprès de la justice française et de l'ACAT pour mettre fin à la torture et aux mauvais traitements contre les prisonniers politiques sahraouis, depuis leur arrestation, soulignant les grèves de la faim qu'ils ont menées à l'intérieur des prisons pour leur droit à un procès juste et équitable.

M. B./APS

Le Maroc interpellé par le Parlement européen sur les droits de l'homme

Le Maroc a été interpellé, une nouvelle fois, par le Parlement européen sur les violations des droits de l'homme dans les territoires sahraouis occupés. Dans un communiqué parvenu à l'APS vendredi, le Parlement européen a relevé que plusieurs organisations non gouvernementales (ONG), à l'instar de Human Right Watch (HRW), «rapportent plusieurs témoignages attestant de cas

d'abus et de torture comme le cas de Mohammed Dihani».

Il a rappelé, à ce propos, que «les dispositions du plan d'action pour cinq ans de l'Union européenne-Maroc, dans le cadre de la politique européenne de voisinage, incluent le respect des droits de l'Homme comme condition nécessaire pour la tenue d'un dialogue continu et un rapprochement

progressif de l'économie marocaine dans le cadre du marché unique de l'UE». Le Parlement européen a fait observer que ces violations perpétrées par les autorités marocaines à l'encontre des militants sahraouis qui sont toujours emprisonnés, «sont incompatibles avec ce rapprochement entre le royaume du Maroc et l'espace économique européen».

M.B.

Libye

Le gouvernement exprime son soutien au dialogue interlibyen

Le gouvernement libyen reconnu par la communauté internationale a fait part de son soutien au dialogue interlibyen qui se tiendra mardi sous l'égide de l'ONU pour mettre un terme au conflit. Des protagonistes de la crise libyenne s'étaient retrouvés fin septembre dernier à Ghadamès (600 km au sud-ouest de Tripoli), pour tenter d'amorcer un dialogue pour une sortie de

crise mais ces négociations n'avaient débouché sur aucun résultat. «Je me réjouis de la tenue de la seconde réunion de Ghadamès», a déclaré jeudi soir à Khartoum le ministre des Affaires étrangères du gouvernement libyen reconnu, Mohamed al-Dairi, cité par l'AFP. Il a ajouté que le gouvernement reconnu par la communauté internationale «exprime (son) soutien aux efforts

de Bernardino (Leon)», le représentant spécial de l'ONU en Libye, qui chapeaute les pourparlers. Les ministres des pays voisins de la Libye, dont l'Algérie, représentée par le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel, s'étaient réunis la veille à Khartoum pour examiner les moyens à même de trouver une solution politique à la crise qui

secoue depuis plus de trois ans ce pays du Sahel. Au terme de leur réunion, les pays voisins ont souligné l'impératif d'un arrêt immédiat de toutes les opérations armées en privilégiant un dialogue inclusif en vue de parvenir à l'instauration de la paix, de la stabilité et de la réconciliation et de mettre en place une nouvelle Constitution en Libye.

Zaid L.

Tunisie

Difficulté à réduire le taux de chômage

Le président de l'Institut arabe des chefs d'entreprises (IACE), Ahmed Bouzguenda, a déclaré, vendredi, à l'Agence TAP que le taux de croissance de 5,3% prévu pour la période 2014-2017 «ne suffit pas pour réduire, de manière sérieuse, le taux de chômage». Il a ajouté, en marge de la tenue des 29^s journées de l'entreprise (5 et 6 décembre 2014) qu'il est «nécessaire de réfléchir sur le changement du modèle de développement actuel». «L'IACE va proposer un modèle de développement "de qualité" qui permettrait de créer de l'emploi au profit des diplômés de l'enseignement supérieur», a annoncé Bouzguenda à cette occasion.

Selon le premier responsable de l'IACE, «la direction des relations sociales au sein de l'entreprise devra consolider le principe de pérennité et préserver les emplois sans épuiser le climat au sein de l'entreprise». Il a mis l'accent sur la nécessité de mettre en place de nouveaux mécanismes de travail

pour que les conflits au sein de l'entreprise n'affectent pas sa pérennité, appelant à l'établissement de relations de travail dans un cadre de respect mutuel et à la conciliation entre les revendications professionnelles et la capacité financière de l'entreprise. «Les journées de l'entreprise constituent

une occasion, a ajouté Bouzguenda, pour réfléchir sur une "méthode pouvant mettre en place un rapport salaires-productivité du salarié" et identifier aussi une méthode pour réviser la loi du travail sans toucher au droit à un emploi décent».

Ahmed F.

Niveau de vigilance élevé sur la frontière avec la Libye

LES FORCES sécuritaires tunisiennes (armée, garde nationale et douane) ont été appelées à élever le niveau de vigilance au niveau du front frontalier avec la Libye vu l'escalade de violence et les affrontements déclenchés entre milices. Vendredi à l'aube, le poste frontalier Ras Jedir (frontière tuniso-libyenne), contrôlé du côté libyen par «Fajr Libya» a été bombardé par les forces de Haftar, faisant un mort et trois blessés, selon des médias tunisiens citant des sources officielles libyennes. Des raids aériens ont visé une zone située à 5 kilomètres du point de passage de Ras Jedir (sud-est tunisien) ciblant des forces libyennes positionnées dans cette zone. Le poste de Ras Jedir devra être cédé pacifiquement aux forces de Haftar dans un ultimatum de 24 heures.

F.N.

Mauritanie Signature d'un protocole d'application de l'accord de pêche

LES MINISTRES de la Pêche mauritanien et sénégalais, Nany Ould Chrougha et Omar Gueye, ont signé, jeudi à Nouakchott, les documents d'un nouveau protocole d'accord de pêche unissant les deux pays depuis 2001. L'évènement a donné lieu à un échange de mots entre les deux ministres, au cours duquel Nany Ould Chrougha a réaffirmé que le protocole vient en application des instructions du président de la République, Mohamed Ould Abdel Aziz, qui a répondu positivement à une demande du président sénégalais, Macky Sall, relative à l'augmentation du nombre de licences de pêche et aux quantités capturées. Il a, aussi, souligné la solidité des relations entre les deux pays et exhorté les pêcheurs sénégalais à se conformer aux procédures définies dans le protocole. Pour sa part, le ministre sénégalais a souligné, au nom du président sénégalais, Macky Sall, sa gratitude au président de la République, Mohamed Ould Abdel Aziz, et appelé les pêcheurs de Saint-Louis à respecter le contenu de l'accord. Le nouveau protocole, qui durera un an, stipule que la Mauritanie accordera au Sénégal 400 licences de pêche pour la capture de 50 000 tonnes des pêcheries côtières destinées à la consommation, dont 12 licences seront tenues de débarquer en Mauritanie pour renforcer l'offre de poisson sur les marchés locaux. Il prévoit le paiement d'une compensation symbolique de 747 000 euros dont 247 000 payés par le gouvernement sénégalais et le reste par les pêcheurs. Le document englobe aussi la coopération dans le domaine de la formation, notamment en matière de pêche côtière entre les institutions de recherches scientifiques et de surveillance maritime. La cérémonie de signature s'est déroulée en présence de la secrétaire générale du ministère de la Pêches et de l'Economie.

R.M.



Yémen

Deux otages américain et sud-africain tués lors d'une opération pour les libérer

■ L'Américain Luke Somers et le Sud-Africain Pierre Korkie, qui étaient retenus en otages par Al-Qaïda au Yémen, ont été tués hier au cours d'une opération militaire menée par les États-Unis pour les libérer.

Par Ali O.

Le président Barack Obama a condamné le «meurtre barbare» de Luke Somers par «les terroristes d'Al-Qaïda» et exprimé sa compassion à la famille de Korkie.

Il a souligné avoir «autorisé cette opération de sauvetage (...) en coopération avec le gouvernement yéménite», alors que des «informations indiquaient que la vie de Luke faisait face à un danger imminent». Selon Obama, l'opération visait à libérer le photjournaliste américain, ainsi que «tout autre otage retenu» avec lui. L'opération a été lancée moins de 24 heures avant l'expiration d'un ultimatum d'Al-Qaïda, et une dizaine de jours après une précédente opération similaire qui avait échoué.

Au cours de l'opération conduite hier par les Forces spéciales américaines, «Somers et un second citoyen non américain (...) ont été assassinés par les terroristes d'Aqpa (Al-Qaïda dans la péninsule arabique, NDLR)», a déclaré le secrétaire américain à la Défense, Chuck Hagel, dans un communiqué, sans donner davantage de détails.

L'association Gift of the Givers a indiqué à Johannesburg que le second otage tué était Pierre Korkie, un enseignant sud-africain retenu par Al-Qaïda depuis le 27 mai 2013. Cet homme de 57 ans à la santé fragile avait été

enlevé en même temps que son épouse Yolande, finalement libérée le 10 janvier 2014.

Les ravisseurs de Korkie réclamaient une rançon de 3 millions de dollars mais avaient récemment envisagé de réduire leur prétention. Gift of the Givers négociait par l'intermédiaire de bédouins yéménites.

«Yolande et sa famille sont psychologiquement et émotionnellement d'autant plus anéantis qu'ils savaient que Pierre allait être libéré par Al-Qaïda demain» dimanche, a affirmé l'ONG.

Luke Somers, 33 ans, avait lui été kidnappé en septembre 2013 dans la capitale yéménite Sanaâ.

«Les États-Unis n'épargneront aucun effort pour utiliser tous les moyens militaires, de renseignements et diplomatiques pour ramener sains et saufs les Américains, où qu'ils se trouvent», a insisté Obama.

Dans une vidéo mise en ligne jeudi, Aqpa avait menacé de tuer Luke Somers dans les trois jours si les États-Unis ne répondaient pas aux exigences du groupe. Le réseau ne détaillait pas ces revendications mais selon lui, Washington les «connaissait».

Selon plusieurs sources de sécurité sur place, les forces yéménites ont également participé à l'opération menée dans le sud-est du Yémen.

Le ministère yéménite de la Défense a parlé d'une «opération d'envergure» faisant état de «dix membres d'Al-Qaïda tués et un



autre blessé.

L'opération a été menée dans la région de Noussab, un des principaux fiefs des insurgés extrémistes au Yémen où «plusieurs raids de drone ont visé des positions d'Al-Qaïda», a déclaré à l'AFP une source de

sécurité.

«Lors de ces raids, il y a eu un parachutage de soldats (...) et des accrochages armés ont suivi», a indiqué à l'AFP un chef tribal de la région, des habitants faisant état de violents affrontements, ponctués de puissantes

explosions dans la matinée.

L'opération a visé en particulier une maison à Noussab où des combattants d'Al-Qaïda se seraient retranchés, selon les habitants.

Elle est intervenue après l'échec d'une précédente menée conjointement fin novembre par le Yémen et les États-Unis. Selon le New York Times, les forces spéciales américaines avaient alors trouvé et libéré huit otages, mais Luke Somers ne se trouvait pas sur place. Le ministère yéménite de la Défense avait indiqué que le groupe extrémiste avait transféré l'Américain avant l'opération.

C'est la première fois que des otages sont tués depuis décembre 1998 au Yémen. Un groupe de 16 touristes occidentaux avaient alors été kidnappés par des extrémistes islamistes dont quatre avaient été tués par leurs ravisseurs lors d'une opération de sauvetage des forces yéménites, selon Sanaâ.

Al-Qaïda est actif dans le sud et l'est du Yémen, pays pauvre de la péninsule arabique en proie à des violences et à une grave crise politique.

Les États-Unis, principal allié du Yémen dans la lutte contre Al-Qaïda, y mènent des attaques de drone contre ce réseau extrémiste sunnite.

A. O.

Pakistan

L'armée tue un dirigeant d'Al-Qaïda lié à un complot contre le métro de New York

L'armée pakistanaise a affirmé hier avoir tué le chef des opérations extérieures d'Al-Qaïda, recherché par les États-Unis pour un projet d'attentat contre le métro de New York en 2009, au cours d'une opération ciblée dans des fiefs islamistes, près de la frontière afghane.

Adnan al-Shukrijumah, dont le nom figure sur la liste américaine des «terroristes les plus recherchés», a été abattu hier lors d'une opération au Waziristan du Sud, bastion des talibans situé à la lisière de l'Afghanistan, a annoncé l'armée pakistanaise dans un message transmis à l'AFP.

Considéré comme le chef des opérations extérieures et une «étoile montante» d'Al-Qaïda, al-Shukrijumah avait été mis en cause dans un complot visant à faire exploser des bombes dans le métro de New York en septembre 2009, et aurait même envisagé de s'en prendre au canal de Panama, selon des responsables américains. D'origine saoudienne, Adnan Shukrijumah aurait gravi un à un les échelons du réseau fondé par le défunt Oussama Ben Laden, après avoir démarré comme laveur de vaisselle dans un camp d'entraînement d'Al-Qaïda. Aujourd'hui âgé de 39 ans, il était arrivé aux États-Unis alors qu'il était un jeune enfant et a vécu à Brooklyn avant de s'installer avec sa famille en Floride (sud-est) dans les années 1990, avaient rapporté des enquê-

teurs américains lors d'audience sur le complot déjoué contre le métro de New York.

L'homme aurait plié bagages pour l'Afghanistan avant les attentats du 11-Septembre 2001 et se réfugiait, selon des responsables américains, dans le Waziristan pakistanaise, épice régional de la mouvance jihadiste régulièrement bombardé par les drones américains malgré les protestations officielles du Pakistan. Or après des demandes à répétition de Washington et l'échec de pourparlers de paix avec les talibans locaux du TTP, l'armée pakistanaise a lancé en juin l'opération militaire «Zarb-e-Azb» au Waziristan du Nord, zone tribale semi-autonome servant depuis des années de refuges aux insurgés talibans et à leurs alliés d'Al-Qaïda, y compris des combattants étrangers, notamment ouzbeks et arabes.

Cette opération, fatale à environ 1.000 combattants islamistes, selon l'armée, a forcé le déplacement de combattants vers l'Afghanistan ou d'autres zones tribales du nord-ouest pakistanaise.

Adnan al-Shukrijumah s'était, lui, réfugié dans la zone tribale voisine du Waziristan du Sud, où «il a été abattu tôt ce matin lors d'un raid dans le village de Shinwarsak», a annoncé l'armée, précisant que ce combattant était actuellement «responsable de toutes les opérations extérieures d'Al-Qaïda», principalement contre

des intérêts occidentaux.

L'annonce de la mort de ce cadre d'Al-Qaïda intervient alors que le secrétaire américain à la Défense, Chuck Hagel, se trouvait en Afghanistan pour une dernière visite avant le retrait de l'essentiel des troupes de combat de l'Otan, d'ici à la fin du mois, ce qui fait craindre le retour à la guerre civile dans ce pays.

Le Pakistan est soupçonné de longue date par des responsables américains et afghans de jouer un «double jeu» dans la «guerre contre le terrorisme», disant officiellement combattre des rebelles islamistes tout en protégeant certains d'entre eux, notamment des talibans afghans. En mai 2011, le raid meurtrier d'un commando américain contre Oussama Ben Laden à Abbottabad, une ville-garnison située au nord d'Islamabad, avait exacerbé les soupçons américains envers le Pakistan.

Mais l'opération contre Adnan al-Shukrijumah «signifie un changement de position de l'armée à l'égard d'Al-Qaïda et des groupes islamistes armés», a déclaré à l'AFP Imtiaz Gul, directeur du Centre de recherche sur les questions sécuritaires (CSIS) à Islamabad.

Une évolution qui «pourrait» être due, selon lui, à la crainte de voir l'Afghanistan replonger «dans le chaos» après le retrait de l'Otan et ainsi entraîner le Pakistan dans une nouvelle spirale djihadiste.



Points chauds

Garde-fous

Par Fouzia Mahmoudi

Aux États-Unis la mobilisation, quoique limitée, des manifestants protestants contre la relâche de plusieurs policiers blancs ayant tiré sur des suspects noirs dans plusieurs États ne s'est toujours pas affaiblie et continue d'interpeller les politiques et le public américains. Particulièrement attendu au tournant sur ces dossiers sensibles, le premier président noir de l'histoire américaine, Barack Obama, a du mal à trouver une position adaptée, déchirée entre son aspiration d'être le président de tous les Américains, mais également son aspiration à lutter contre la violence et les possibles injustices dont souffrirait la communauté noire. Annonçant la création d'un groupe de travail pour améliorer les liens entre forces de l'ordre et communautés locales, qui devra formuler des recommandations d'ici trois mois, Barack Obama a affiché sa détermination. «Cette fois, ce sera différent», a-t-il lancé, reconnaissant que d'innombrables groupes de travail avaient été mis en place par le passé sur ce thème. Le président démocrate, qui a reçu de jeunes militants des droits civiques, a souligné avoir été frappé par les témoignages de jeunes gens qui «se sentent marginalisés» et ont le sentiment que la loi ne s'applique pas à tous de la même manière. «Cela ne correspond pas à ce que nous sommes», a-t-il martelé. Son ministre de la Justice, Eric Holder, a annoncé plus tard dans la journée, lors d'un discours à Atlanta (Géorgie, sud-est), qu'il allait présenter de nouvelles lignes directrices concernant le profilage racial par les agents des forces de l'ordre fédérales. Il a assuré qu'il allait «instaurer de nouvelles règles rigoureuses - et des garde-fous solides - pour aider à mettre fin au profilage racial, une bonne fois pour toutes». Autre mesure envisagée, la mise en place de l'utilisation généralisée de mini-caméras pour les forces de l'ordre. Barack Obama a ainsi proposé un plan d'investissement de 263 millions de dollars sur trois ans pour l'équipement et la formation des forces de l'ordre. Ce montant comportera un programme de 75 millions de dollars permettant de cofinancer, en partenariat avec les autorités locales, jusqu'à 50 000 caméras embarquées. Reste à savoir si ces mesures suffiront à satisfaire les manifestants et surtout si elles suffiront à réduire dans le futur de nouveaux incidents menant à des déchirements communautaires.

F. M.



Prévu pour l'année prochaine

Cheb Khaled annonce un prochain album

■ La soirée de vendredi à la Coupole du 5-Juillet était au bonheur des fans du king Khaled. Après plus d'une année d'absence des salles de spectacles algériennes, il est revenu avec son sourire habituel pour faire danser ses fans sur les rythmes de la musique rai. Cette soirée qui était pleine de joie était aussi une occasion pour annoncer une bonne nouvelle. Il s'agit d'un nouvel album qui paraîtra en 2015 et propose notamment des chansons de style khallidji.

Par Abia Selles

Le roi du rai, cheb Khaled qui a renoué vendredi soir avec ses fans à la Coupole du 5-Juillet (Alger) a annoncé que son prochain album paraîtra en 2015 et propose notamment des chansons de style khallidji.

Dans une déclaration à la presse, le king du rai a affirmé que son nouvel album qui paraît trois ans après «C'est la vie», sera novateur avec des chansons de style khallidji et d'autres

qui seront certainement du goût de tous ses admirateurs où qu'ils soient.

«J'ai sillonné le monde et je cherche à chaque fois à présenter un produit particulier et original tout en veillant à ce qu'il soit meilleur que le précédent», a-t-il souligné. «Je suis très heureux de retrouver mon public algérien. C'est un public connaisseur qui aime écouter des chansons de son répertoire classique autant que les nouvelles», a déclaré Khaled.



Ph. DR

Il a ajouté qu'à chaque fois, il transporte son public à travers le monde en réorchestrant la musique rai selon les styles modernes, estimant que «le secret de la célébrité réside notamment dans la capacité de l'artiste à enflammer son public sur scène».

Le succès de tout festival requiert «des moyens matériels importants et la participation de chanteurs célèbres nationaux et étrangers tout en veillant à la

consécration de ce rendez-vous artistique», a encore souligné cheb Khaled, précisant que l'Algérie a les moyens d'abriter des festivals tout comme ceux organisés dans d'autres pays.

Concernant la chanson rai, il a déploré l'«éloignement» de certains chanteurs du rai «authentique», se disant optimiste quant à l'existence de «voix remarquables et de talents exceptionnels qui présentent un art de qualité» dont cheb Khalas et Kader

Japonais. S'exprimant sur les reprises de ses chansons, le chanteur de la célèbre «Bakhta» a affirmé que ces derniers se devaient de les interpréter avec un niveau appréciable sinon meilleur.

Le concert qui sera animé par cheb Khaled à la Coupole s'inscrit dans le cadre des festivités du soixantième anniversaire du déclenchement de la révolution.

Le dernier gala donné par Khaled en Algérie remonte à plus d'une année au théâtre Casif (Sidi Fredj). A l'étranger, il a eu une activité artistique intense tout au long de l'année 2014 dont son interprétation de la chanson du Mondial (Brésil) aux côtés de la star libanaise Nancy Ajram.

A.S.

Journées cinématographiques de Carthage

Tunis s'offre une parenthèse culturelle

Les 25^{es} Journées cinématographiques de Carthage (Jcc) insufflent depuis samedi une dynamique culturelle palpable dans les grandes artères de la capitale tunisienne qui vit au rythme des projections, dans une ambiance marquée malgré tout par une actualité politique dense à la veille d'un scrutin déterminant.

Organisée entre les deux tours des élections présidentielles tunisiennes, cette édition des Jcc, qui connaît toujours une aussi forte affluence du public témoigne de l'ancrage de l'événement dans la société tunisoise qui s'offre ainsi une parenthèse culturelle à quelques encablures d'une consultation électorale censée donner le premier président régulièrement élu depuis l'accession de la Tunisie à son indépendance en 1956.

Situées pour la plupart sur l'avenue Habib

Bourguiba, les principales salles de cinéma de Tunis dont le Théâtre municipal, le Mondial et le Colisée affichent souvent complet à chacune des trois ou quatre projections programmées quotidiennement à la faveur des Jcc.

Gardant leurs badges d'abonnés bien en vue, des centaines d'étudiants, intégrés pour certains d'entre eux au personnel d'encadrement, arpentent programme à la main les neuf salles du centre-ville retenues pour l'événement se considérant comme «employés à plein temps par les Jcc». «Chaque chose à sa place», confient des étudiants qui souhaitent d'abord profiter des Jcc, une occasion «rare» de regarder autant de nouveaux films étrangers.

«Nous continuerons le processus électoral une fois le festival terminé», tranchent-ils

sans plus s'attarder sur le deuxième tour du scrutin présidentiel, prévu avant la fin décembre.

Aux yeux des organisateurs, qui avaient même pensé à différer les Journées pour cause d'élections, cette «bouffée d'oxygène» s'est avérée être une «nécessité pour les Tunisiens», pour qui les choses s'enchaînent «très rapidement», avec pas moins de trois scrutins organisés en un peu moins de deux mois.

L'organisation des Jcc cette année était «financièrement très difficile», si ce n'est la volonté du staff qui a fait preuve de «militantisme» pour ne pas manquer ce rendez-vous, très attendu par les cinéphiles tunisiens, a expliqué à la presse, Dora Bouchoucha, directrice des Journées.

F.H.

Centre d'études diocésain d'Alger

L'âge d'or de l'humour algérien en débat

Le Centre d'études diocésain d'Alger (Les Glycines) organise le 9 décembre prochain une conférence sur l'âge d'or de l'humour algérien.

De «Zid Ya Bouzid» aux répliques cultes de Athman Ariouet en passant par les spectacles de Fellag, l'humour atypique des Algériens est présent dans les œuvres culturelles et dans notre quotidien depuis des

décennies. Pour le décortiquer et revenir sur son âge d'or, situé entre 1960 et 1980, la chercheuse et doctorante Elizabeth Perego animera la conférence «Mille façons de rire : L'humour dans l'Algérie des années 60-80» et ce, le 9 décembre prochain à partir de 18h au Centre d'études diocésain aux Glycines.

Doctorante en histoire à l'Université d'Etat de l'Ohio, Elizabeth Perego se passionne

pour l'humour algérien et mène une étude sur ce dernier et sa place dans les années 90. Actuellement résidente à Alger, elle soutiendra sa thèse autour de l'humour algérien et l'humour au Maghreb en 2016.

Notez que l'événement est gratuit et ouvert au grand public, appelé à se déplacer en nombre.

M.K.

Institut Cervantès d'Alger

L'œuvre de Mario Vargas Llosa revisitée

L'ambassade d'Espagne en Algérie et l'Institut Cervantès d'Alger, en collaboration avec l'ambassade du Pérou, organisent une table ronde autour de l'œuvre de Mario Vargas Llosa.

Prévue le 6 décembre à partir de 11h au siège de l'Institut Cervantès d'Alger, la rencontre, ouverte au public, réunira Assia Baz, directrice des éditions Quipos, Djillali Khellas, romancier et chroniqueur à «El Watan» ainsi que Joaquin Pérez Azaustre,

chroniqueur à «El País». Prix Nobel de littérature en 2010, Mario Vargas Llosa est un romancier péruvien auteur de nombreux ouvrages autour des politiques actuelles.

Mario Vargas Llosa est un écrivain péruvien, auteur de romans et d'essais politiques. Il est lauréat du prix Nobel de littérature 2010 «pour sa cartographie des structures du pouvoir et ses images aiguës de la résistance de l'individu, de sa révolte et de son échec».

Comme beaucoup d'auteurs latino-américains, Mario Vargas Llosa s'est engagé en politique tout au long de sa vie. Ses opinions se sont progressivement déplacées du communisme au libéralisme. Il soutient initialement le gouvernement révolutionnaire de Fidel Castro, mais est rapidement déçu. En 1990, il est candidat à l'élection présidentielle péruvienne à la tête d'une coalition, le Frente Democrático (FREDEMO), qui perd face à Alberto Fujimori.

R.I.

Agenda culturel

Musée national de l'enluminure, de la miniature et de la calligraphie

Du 6 au 31 décembre : Exposition des artistes calligraphes Taleb Mahmoud et Kour Noureddine.

Salle Ibn Zeydoun de Riadh El-Feth

Jusqu'au 10 décembre : Huitième édition du Festival national de la musique andalouse çanaa.

Dimanche 7 décembre: Concert de la troupe musicale de l'association Biban El Andalous de Bordj Bou-Arréridj.

Centre des arts et de la culture du Bastion 23

Jusqu'au 20 décembre : Exposition de photographies «Algérie, 1963», par Pablo Volta, organisée en collaboration avec l'Institut culturel italien d'Alger à l'occasion du 60^e anniversaire du 1^{er} Novembre 1954

Galerie Sirius

Jusqu'au 20 décembre : Exposition de peinture «Reflets d'Alger» (collection 2013-2014), par l'artiste Valentina Ghanem Pavlovskaya.

Maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou

Du 5 au 7 décembre : 6^{es} Journées théâtrales en hommage à Mohia

Coup-franc direct



La violence s'impose

Par Anouar M.

La violence retrouve son chemin dans les stades algériens alors qu'on croyait que les gens avaient pris conscience de la situation après le décès du joueur camerounais de la JSK, Ebossé. En effet, les supporters de Hadjout qui s'étaient emportés contre l'arbitrage du match face au voisin de Médéa ont encore une fois frappé et se sont montrés violents. Qu'est-ce qui fait que ces fans reviennent à nouveau à ces pratiques alors qu'ils devaient retenir la leçon des sanctions qui leur ont été infligées la saison dernière et même en début de cette saison. Les campagnes contre la violence n'ont rien changé à la donne et celle-ci s'impose toujours dans nos stades. Certes, la sensibilisation est une bonne chose pour tenter d'endiguer le mal qui ronge notre football, mais il doit être appuyé par des mesures concrètes contre les fauteurs de trouble. Il y a une catégorie de gens qui ne peut pas être sensibilisée et qui doit recevoir un châtement exemplaire pour servir d'exemple à tous ceux qui souhaiteraient mettre le feu dans nos stades qui deviennent des arènes de guerre et non des places de spectacle. Des sanctions lourdes devraient être mises en application mais dans le même temps sanctionner les supporters fauteurs de troubles.

A. M.

Equipe nationale Bougherra confiant mais prudent



Le défenseur international algérien Madjid Bougherra s'est dit «confiant» mais «prudent» après le tirage au sort de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2015 de football, qui a placé l'Algérie dans le groupe C avec le Ghana, l'Afrique du Sud et le Sénégal.

«C'est un groupe difficile comme tous les observateurs l'ont noté, avec le Ghana qui n'est plus à présenter, une équipe qui finit toujours dans le dernier carré depuis des années, le Sénégal avec une nouvelle équipe qui monte en puissance, et l'Afrique du Sud qui a fini première de sa poule» a indiqué Bougherra au site spécialisé Dz foot. «Personnellement, j'ai confiance en notre équipe.

On l'a démontré ces derniers mois. Maintenant il faudra être très prudent, nous sommes attendus, tout le monde nous connaît, et toutes les équipes qu'on rencontrera seront encore plus concentrées et motivées pour faire un résultat face à nous» a-

t-il poursuivi. Pour le capitaine des Verts qui s'apprête à disputer sa deuxième CAN après celles de 2010, la Coupe d'Afrique est une compétition «très spéciale». «On ne peut pas l'aborder comme une Coupe du monde ou comme des matches européens, il faut s'adapter à un nouveau style de jeu, à des conditions climatiques complètement différentes et peut être une pelouse pas à notre avantage» a-t-il précisé.

Pour réussir un bon tournoi en Guinée équatoriale, les Verts devront, selon Bougherra, aborder cette compétition avec un mental d'acier. «Pour moi la Coupe d'Afrique c'est mental, il faudra repartir à zéro dans nos têtes, vouloir prouver, travailler, souffrir ensemble, et surtout ne pas croire que parce que nous avons eu du succès ces derniers temps que ça va venir tout seul.»

L'ancien défenseur estime par ailleurs, que la défaite (2-0) essuyée face au Mali est la «défaite idéale».

Handisport/Journée mondiale des handicapés Une réussite cérémonie

A l'occasion de la célébration de la Journée mondiale des handicapés, le club sportif El Manar Handisport a organisé ce week-end à l'hôtel de l'aéroport une réception au cours de laquelle, des trophées et cadeaux ont été remis aux champions dans différentes disciplines en présence des élus locaux, (président de la commune de Dar el Beïda, Liès Guemgani) et le DJS d'Alger, Hagas Saïd et la star Toufik Mekhloufi (champion olympique de 1 500 mètres) et les autres champions tels que Amar Benyekhlef-Salima Souakri - Allalou Mohamed - Hichem Boudrali et l'ex-entraîneur des verts, Rabah Saâdane, Saïd Lounis (GTS), Abderrahmane Bergui, président de l'Association Ouled el Houma; et Rachid Kirad (directeur OPL Alger). La réception qui s'est déroulée dans une ambiance conviviale est une tradition dans le parcours du club el Manar pour récompenser ses athlètes et honorer les personnalités sportives. La réception était aussi une occasion pour le président Redouane Cherbal pour soulever les difficultés auxquelles son club est confronté, surtout en ce qui concerne sa relation avec la commune de Bab Ezzouar !

N. M.

Ligue 1 Mobilis (match avancé-13^e Journée) L'USMH confirme, la JSK se donne de l'air

Les deux matches avancés joués avant-hier après-midi ont été en faveur de l'USM El Harrach et la JS Kabylie qui ont arraché les trois points de la victoire dans deux matchs aux desseins différents.

Anouar M.

Ainsi, la formation banlieusarde a confirmé son statut de leader en arrachant un succès mérité face au voisin nahdiste au stade du 20-Août d'El Annasser. Les Harrachis se sont même permis le luxe d'ouvrir le score à la 12^e par Boumechra d'un coup-franc magistralement botté. Le Nasria a, ensuite, égalisé à la 26^e par Metref sur penalty après une faute sur Benayad. Les gars d'El Harrach ont repris l'avantage à la 62^e par le buteur Abid qui a marqué le penalty accordé à son équipe après une main de Khellaf dans la surface de réparation. L'USMH garde donc le fauteuil de leader en attendant le résultat des autres matches. Quand au NAHD, il rechute et se trouve dans une place



Les Harrachis gardent le fauteuil

dans les profondeurs du classement et est plus que jamais menacé de relégation en Ligue 2. Les Sang et Or doivent vite se reprendre s'ils ne veulent pas retourner au purgatoire. Dans l'autre match avancé, la JS Kabylie a mis fin à la mauvaise série en l'emportant face à la formation du RC Arbaâ qu'elle a battue sur le score de (2/1). Les buts de cette rencontre jouée à huis clos, ont été inscrits par Ali Rial (35 s.pen) et Si Amar (68) pour la JSK et Derfalou (38) pour

le RCA. Les Canaris se donnent un bol d'air et sortent quelque peu de la situation difficile dans laquelle ils se trouvaient.

Ce succès devrait permettre aux Lions du Djurdjura de se reprendre et de se relancer dans la course pour une place honorable au classement général même si le chemin sera encore long et il leur faudra confirmer dans les prochaines rencontres qui ne seront pas de tout repos.

A. M.

Ligue 2 Mobilis (13^e journée) L'USM Blida prend les commandes

L'USM Blida, difficile vainqueur du DRB Tadjenanet (1-0) a pris les commandes du Championnat d'Algérie de Ligue 2 Mobilis de football, lors de la 13^e journée disputée vendredi et marquée également par la remontée spectaculaire du WA Tlemcen et du promu RC Relizane, tandis qu'en bas du tableau, l'AB Merouana a essuyé une nouvelle défaite et reste scotchée à la dernière place. L'équipe de la ville des Roses, emmenée par l'entraîneur Kamel Mouassa a confirmé sa belle série en enregistrant une nouvelle victoire, la sixième de la saison, qui propulse l'USMB en tête du classement pour la première fois cette saison. Un but de Melika (46'), son quatrième cette saison, a suffi aux Blidéens pour prendre deux longueurs d'avance sur le trio : WA Tlemcen, RC Relizane et MC Saïda. Le WAT poursuit de son côté sa marche en avant depuis l'arrivée du nouvel entraîneur Todorov en remportant une précieuse victoire contre la JSM Béjaïa (1-0) dans le choc de

cette journée. Les Zianides ont attendu les dernières minutes de la partie pour trouver l'ouverture dans la défense adverse grâce à Belahouel (87'). En revanche, son adversaire du jour la JSMB, sans entraîneur en chef depuis le départ précocé de Mustapha Heddane, glisse à la cinquième place à trois unités du leader. Le promu, le RC Relizane est l'autre grand bénéficiaire de cette journée après son succès contre l'ex-leader le MC Saïda (1-0).

L'équipe dirigée par Benyelles a inscrit l'unique but de la partie par Meddahi (28 sp). A l'opposé, le MC Saïda est en baisse de résultats après cette deuxième défaite de rang après celle essuyée la semaine dernière à domicile face au WAT. L'entraîneur Abderrahmane Mehdaoui devrait secouer ses joueurs pour renouer avec le chemin des succès. Cette 13^e journée est marquée également par la défaite d'un autre prétendant à l'accession l'US Chaouia, qui a été stoppé dans son élan par le CA Batna (1-0) et

dégingole à la cinquième place en compagnie de la JSMB, le DRB Tadjenanet et l'O Médéa, qui est revenu avec un point du match nul de son déplacement à Hadjout face à USMMH (1-1). Le CRB Aïn Fekroun reste au contact des clubs de tête grâce à sa victoire contre l'A Boussaâda (1-0) sur une réalisation de Manceur (36'). L'ancien pensionnaire de Ligue 1 occupe la neuvième place à quatre points du premier l'USMB. Dans le bas de classement, l'AB Merouana a essuyé sa huitième défaite de la saison en s'inclinant face au CA Bordj Bou Arréridj (2-1). L'AMB compte désormais cinq points de retard sur le premier reléguable. L'USMM Hadjout (15') n'arrive toujours pas à s'imposer après le nul concédé sur sa pelouse, tandis que l'ESM Koléa a obtenu un bon point à l'extérieur contre l'AS Khroub.

Résultats et classement

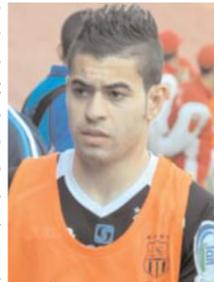
RCR- MCS	1-0
CAB-USC	1-0
USMMH- OM	1-1
USMB-DRBT	1-0
CABBA- ABM	2-1
CRBAF- ABS	1-0
WAT- JSMB	1-0
ASK- ESM Koléa	0-0

ES Sétif

Djahnit intéresse le Club Africain et l'ES Tunis

Le milieu offensif de l'ES Sétif Akram Djahnit, récent vainqueur de la Ligue des champions d'Afrique de football, intéresse les deux clubs phares tunisiens, le Club Africain et l'Espérance de Tunis, rapporte vendredi la Radio nationale tunisienne. Agé de 24, Djahnit serait également pisté par un club européen. Le joueur sétifien devrait prendre une décision sur son avenir après le Mondial des clubs 2014 prévu du 10 au 20 décembre au Maroc. Djahnit avait lar-

gement contribué à la victoire finale de l'ESS en Ligue des champions d'Afrique en inscrivant cinq buts lors de cette prestigieuse compétition. Akram Djahnit et son coéquipier El Hadi Belameiri ont été retenus dans la short-list des cinq candidats en course pour le titre du meilleur joueur africain local de la CAF 2014 dont le vainqueur final sera connu lors de la cérémonie des Glo-CAF Awards-2014 prévue le jeudi 8 janvier 2015 à Lagos au Nigeria.



	Pts	J
1. USM Blida	23	13
2. MC Saïda	21	13
— RC Relizane	21	13
— WA Tlemcen	21	13
5. US Chaouia	20	13
— DRB Tadjenanet	20	13
— JSM Béjaïa	20	13
— O.Médéa	20	13
9. CRBAF	19	13
10. CABBA	17	13
— CA Batna	17	13
12. AS Khroub	16	13
— A Boussaâda	15	13
14. ESM Koléa	13	13
15. USMM Hadjout	12	13
16. AB Merouana	7	13

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Squattage des terrains dans la commune de Béjaïa

Des habitants de Takliaât expriment leurs inquiétudes

DES HABITANTS de Takliaât se sont rassemblés hier devant le siège de l'APC pour réclamer la concrétisation des projets d'infrastructures de base qui doivent être réalisés dans leur localité, située, faut-il rappeler, à la périphérie de Béjaïa.

Ces derniers ont interpellé les autorités municipales sur le les assiettes foncières squattées par des individus sans scrupules, alors que celles-ci sont destinées à abriter plusieurs projets d'utilité publique.

Les mécontents (regroupés en plusieurs associations) ont exprimé leurs inquiétudes aux autorités locales, notamment au vice-président de l'APC, M. Djabali, qui les a reçus et écoutés leur plaidoyer.

Selon Zahir Bensalem, président de l'association du village, «des projets comme l'aménagement du chemin de la localité devait être lancé fin 2013, mais il n'est pas mis en œuvre à ce jour, alors qu'une promesse nous a été donnée pour un délai de 20 jours il y a quelque temps».

Ce dernier rappelle que «cinq assiettes foncières sont squattées», notamment celles devant accueillir des projets comme un centre de soins, un terrain de sport de proximité, une annexe de l'APC, un bureau de poste, une école primaire, etc.

Pour sa part, M. Djabali, avec qui nous nous sommes entretenus, dira qu'«une dérogation a été signée par le wali récemment afin de lancer l'aménagement de la route de la loca-

lité et des consultations ont été lancées pour confier le projet à une entreprise».

S'agissant du squattage des terrains appartenant aux forêts par des indus occupants, notre interlocuteur dira : «Nos services seront dépêchés sur place, dès aujourd'hui, pour arrêter les nouvelles constructions lancées, comme se sont plaints les quatre associations de Takliaât que reçues aujourd'hui».

«On ne peut pas lancer tous les projets à la fois. Il faut du temps et Takiaât est la localité la plus privilégiée de la commune de Béjaïa», dira encore le vice-président de l'APC, avant d'ajouter qu'il n'y a pas seulement ce quartier dans la ville de Béjaïa dont l'APC devrait s'occuper.

A noter que le wali de Béjaïa a effectué hier une visite de travail et d'inspection au village Igheldhènes, dans la commune de Béni Maâouche, où il a inauguré le chemin communal menant au village après son bitumage sur 2 km, comme réclamé par les habitants depuis bien longtemps, avons-nous appris.

Le projet a coûté 2,3 milliards de centimes. Le wali a procédé à la pose de la première pierre pour la réalisation d'une mosquée et une stèle à la mémoire des 15 martyrs du village.

Le wali a écouté les inquiétudes des villageois qui ont réclamé le renforcement du village en eau potable et en électricité, entre autres.

Hocine Cherfa

Ibn Khaldoun

L'association Guerouabi organise une soirée artistique maghrébine

L'ASSOCIATION culturelle El-Hachemi Guerouabi organisera jeudi (11 décembre) à la salle Ibn Khaldoun (Alger) une soirée artistique maghrébine avec la participation d'artistes algériens et maghrébins.

La soirée, qui honorera des artistes de Tunisie, du Maroc et de Palestine, sera placée sous le slogan «Djazayer zinet el bouldan» en hommage à Guerouabi qui a chanté l'Algérie tout au long de sa carrière, indique un communiqué de l'association. Les artistes Abdelouhab Doukali (Maroc), Nabih Karouli (Tunisie) et Hakkam Abderrahmane (Palestine) animeront la soirée aux côtés d'une pléiade d'artistes algériens, dont Hamidou et Sid Ali Driss. De

grands noms de la chanson algérienne à l'image de Tahar Fergani, Rabah Driassa, Djamel Allam et Hamdi Benani seront également présents, ajoute le communiqué.

L'association culturelle El-Hachemi Guerouabi a été créée en 2012 pour préserver l'héritage artistique de Guerouabi, l'un des doyens de la musique chaabie, et encourager les jeunes talents à travers l'institution du grand prix El-Hachemi Guerouabi de la chanson chaabie.

L'association est présidée par sa veuve Chahira. Décédé en 2006, El-Hachemi Guerouabi a laissé derrière lui un répertoire riche et varié.

Racim C.

TUNISIE

PÉTITION POUR SOUMETTRE MONCEF MARZOUKI À UN EXAMEN MENTAL



Loumis

Djalou@hotmail.com

Secteurs opérationnels de la 4^e Région militaire

Gaïd Salah sur le terrain

■ Après avoir rencontré les cadres, élèves et djounoud de l'Ecole d'application des troupes spéciales de Biskra, le chef d'état-major de l'ANP a clôturé sa visite par une réunion avec les cadres du commandement de la 4^e Région militaire à Ouargla, où il s'est enquis du bilan d'activités de l'année 2014.

Par Slim N.

Le vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, a effectué du 3 au 5 décembre courant une visite de travail et d'inspection aux secteurs opérationnels de la 4^e Région militaire, a indiqué samedi un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Cette visite s'inscrit «dans le cadre de l'évaluation du plan de préparation au combat des unités et du programme d'instruction annuel des forces, et dans le cadre de la consolidation du contact direct avec la troupe et du suivi sur le terrain des unités déployées aux frontières», a précisé la même source.

Le vice-ministre de la Défense nationale «s'est enquis du niveau de disponibilité d'un nombre d'unités déployées dans le territoire de la 4^e Région militaire, où il a tenu des rencontres avec les cadres et personnels des unités



chargées de la protection et de la sécurisation des frontières, et a saisi également cette opportunité pour saluer les efforts consentis pour la préservation de l'intégrité territoriale du pays et pour les exhorter de redoubler de vigilance et d'être disponibles en permanence pour l'exécution des missions assignées», a souligné le communiqué.

«Après avoir rencontré les cadres, élèves et djounoud de l'Ecole d'application des troupes spéciales de Biskra, le chef d'état-major de l'ANP a clôturé sa visite par une réunion avec les cadres du Commandement de la

4^e Région militaire à Ouargla, où il s'est enquis du bilan d'activités de l'année 2014, et a donné les directives et les instructions nécessaires pour améliorer davantage le rendement des unités et leurs conditions de travail pour l'exercice 2015», a ajouté la même source.

A l'occasion de cette visite, le général de corps d'armée a procédé à l'inauguration de quelques infrastructures militaires, à l'instar du dépôt régional des carburants, a conclu le communiqué du MDN.

S. N./APS

Bordj-Menaïel

Deux dealers placés sous mandat de dépôt

La sûreté de Bordj-Menaïel a réussi à démanteler un réseau de malfaiteurs spécialisé dans le trafic et le commerce de la drogue.

Cette opération a été entreprise à partir des renseignements parvenus au commissariat, faisant état d'un groupe de dealers qui s'adonne au commerce de la drogue dans un quartier populaire fréquenté généralement par des jeunes.

Aussitôt, les enquêteurs spécialisés dans la lutte contre la

drogue et les stupéfiants ont planifié une opération dite coup-de-poing.

En tenue civile, ces derniers ont investi les lieux signalés avant d'interpeller deux dealers qui avaient en leur possession des quantités de drogue «kif traité» en portions et des comprimés psychotropes de marque «Rivotril», soigneusement dissimulés dans leur vêtements, ainsi qu'une somme d'argent, produit des ventes. Les deux dealers, R.A et O.D âgés respectivement

de 29 et de 26 ans, habitant la ville de Bordj-Menaïel, ont été arrêtés et soumis à un interrogatoire au cours duquel ils ont reconnu les faits. Déférés au parquet, les mis en cause ont été incarcérés au centre de rééducation de Bordj-Menaïel par le magistrat instructeur du tribunal territorialement compétent pour les chefs d'inculpation d'association de malfaiteurs et commerce de drogue et de stupéfiants.

A.K.